

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 15 NOVEMBRE 2017**

DS/RT

OBJET : N° 4.2 – RESSOURCES HUMAINES– RIFSEEP – MODIFICATIONS A APPORTER

L'an deux mille dix-sept, le quinze du mois de novembre à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLEARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

A donné pouvoir :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat, à Mme Geneviève CHASTAGNIER.

Etaient absents excusés :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : N° 4.2 – RESSOURCES HUMAINES–
RIFSEEP – MODIFICATIONS A APPORTER**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par délibération du 14 décembre 2016, le bureau a approuvé la mise en place du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel), lequel est devenu la part principale des primes accordées par la collectivité. Le bureau ne s'est positionné pour l'heure que sur le bloc dit « I.F.S.E. » du RIFSEEP.

Il est proposé de modifier cette délibération, afin :

- de permettre le versement du RIFSEEP aux salariés titulaires ou stagiaires sur le grade d'agent de maîtrise territorial,
- de considérer le sort du RIFSEEP en cas de temps partiel thérapeutique.

1) Sur le premier point, il s'agit de compléter le « B – La détermination des groupes de fonction et des montants maximum » de la délibération du 14/12/2016, de la façon suivante :

• Catégories C

- Arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents de maîtrise territoriaux.

AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS		
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS	MONTANT MINI	MONTANT MAXI	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	Fonctions techniques complexes	2 000 €	6 200 €	11 340 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €	6 200 €	10 800 €

2) Concernant le temps partiel thérapeutique, il convient de compléter le « D. Les modalités de maintien ou de suppression de l'IF.S.E. » de la délibération du 14/12/2016.

En effet, le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État dans certaines situations de congés ne prévoit pas le cas du temps partiel thérapeutique. Il convient donc à l'autorité territoriale de déterminer le sort du RIFSEEP dans ce cas. Il vous est proposé de maintenir le RIFSEEP (part I.F.S.E.) à taux plein pour les agents en temps partiel thérapeutique.

Il est demandé au bureau syndical de se prononcer sur ces deux propositions, complétant ainsi la délibération du 14 décembre 2016, le reste de la délibération demeurant sans changement.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à la majorité des membres présents ou représentés (une abstention : M. Jean-François CUTTIER), **ADOpte** ces propositions et **DECIDE** de mettre en application celle concernant le RIFSEEP en cas de temps partiel thérapeutique à compter du 1^{er} juin 2017.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,
Jean PASCAL